



Déclaration de la FSU du CHSCTD47

Le 6 octobre 2021

A la FSU, depuis de nombreuses années, nous observons une dégradation inexorable du service public, mais nous constatons aussi que la situation sanitaire sert d'écran de fumée au gouvernement pour accélérer la remise en cause des droits et des acquis des salariés. Nous nous opposons fermement à la mise en place du PASS sanitaire, une mesure liberticide qui fustige le droit du travail, qui viole le secret médical, qui est une entrave à l'exercice de son métier. Alors qu'il est indispensable de rassurer les personnels, de renforcer l'accès à la santé, de préserver les moyens des hôpitaux et de la médecine du travail. La crise sanitaire ne ralentit pas, mais « booste » les projets de régressions sociales. Une accélération se confirme pour transformer la société, par des licenciements, la mise en place de dérogations au code du travail, par des suppressions d'emplois, par le démantèlement des services publics, de la fonction publique et la perte des moyens avec toujours plus de précarisation. En exemple, citons la situation des AESH qui sont le symbole d'une inclusion « PIAL » construite sur la précarisation par des AESH sans statut, sans reconnaissance salariale : une « poudre aux yeux » abusive !

Une régression qui se focalise également sur une réforme des retraites faite au mépris de l'opposition des travailleurs et des retraités. Pour la reconnaissance salariale, nous en venons maintenant à une augmentation par prime au lieu de maintenir des traitements à des niveaux dignes des professions. Nous attendons, un vrai travail, un vrai salaire pour toutes et tous avec des traitements égalitaires hommes/femmes. Le respect de la dignité, est-ce beaucoup demandé ?

Dans l'école, depuis la rentrée, on assiste à un flou artistique sur le port du masque. En effet, en fonction des sensibilités des chefs d'établissements, capables ou non de zèle, d'exercice d'un autoritarisme qui s'émancipe parfois trop facilement des consignes préfectorales. L'épuisement professionnel se nourrit aussi des consignes contradictoires.

Un vent de réformes, d'injonctions institutionnelles sur un contexte sanitaire anxigène, un cocktail de choc !

Des vies scolaires en surcharge, des recrutements AED très compliqués cette année par manque de candidats. Les renforts covid en moins. A peine la fin du mois de septembre la charge de travail dans un contexte de mesures et de contremesures, est épuisante. Une saturation des personnels s'installe au détriment de leur mission d'éducateur. Dans certains collèges, les interprétations du protocole sanitaire ont imposé l'organisation d'un placement nominatif au self avec

des changements chaque jour, associé au devoir de gérer des cours de récréation divisées par niveaux, générant stress et angoisses chez les élèves.

Les directeurs d'école croulent sous la charge de travail sous la pression hiérarchique, une hiérarchie elle-même pressurisée, avec des exigences calendaires extrêmement courtes concernant la saisie des résultats des évaluations nationales.

Les personnels sont fatigués de résister aux remises en cause successives de leurs missions par leur ministre. Ce dernier se réclame-t-il de l'esprit républicain pour justifier sa politique ? Oui mais, en totale contradiction avec son initiateur. En effet, Ferdinand Buisson déclarait au congrès de 1903 du parti radical : « Le premier devoir d'une République est de faire des républicains [...]. Pour faire un républicain, il faut prendre l'être humain si petit et si humble qu'il soit (...) et lui donner l'idée qu'il peut penser par lui-même, que c'est à lui de chercher la vérité et non pas à la recevoir toute faite d'un maître, d'un directeur, d'un chef quel qu'il soit.[...]. Il s'agit rien de moins que de faire un esprit libre. Et si vous voulez faire un esprit libre, qui est-ce qui doit s'en charger sinon un autre esprit libre ? [...].

Il n'y a pas d'éducation libérale là où l'on ne met pas l'intelligence en face d'affirmations diverses, d'opinions contraires, en présence du pour et du contre, en lui disant : Compare et choisis toi-même ! »

Malheureusement, nous aboutissons à une conclusion impitoyable. Emmanuel Macron marque avec son discours de Marseille, une entrée dans la campagne présidentielle, en préfigurant un système scolaire libéral qui organise l'attaque du statut du fonctionnaire, volonté d'imposition d'un échelon hiérarchique, normalisation des pratiques enseignantes, émergence des contrats locaux d'accompagnement pour obtenir des moyens. En cassant les règles de fonctionnement, il dérégule l'école publique et fait porter la responsabilité des échecs des politiques éducatives sur les enseignants-es et les employés territoriaux. Par cela, il acte pour nous, la fin de l'école républicaine égalitaire qui garantit un même investissement et les mêmes règles sur tout le territoire.

Alors qu'ils et elles, les personnels n'attendent que des moyens pour bien faire leur travail. Comme pour l'hôpital, un plan d'urgence pour l'école s'impose.